

*Les subsides*

à tous les niveaux, une priorité devrait être établie pour la réduction et, éventuellement, l'élimination et l'abolition complète de contrats et de bénéficiaires indexés, y compris les pensions indexées, à mesure que le taux d'inflation baisse.

Des exceptions claires et justifiées s'appliqueraient aux allocations familiales et aux autres programmes sociaux institués pour protéger le Canadien ordinaire ou défavorisé des ravages de l'inflation dont il n'est pas responsable.

● (1620)

C'est ce que le premier ministre a déclaré il y a deux ans en expliquant sa position au peuple canadien. Que pense-t-il maintenant, monsieur le Président? Où se situe-t-il? Nous ne le voyons même pas à la Chambre des communes.

Le premier ministre a réitéré les mêmes promesses pendant la campagne électorale. Comme le mentionne la motion à l'étude aujourd'hui, les conservateurs avaient bien précisé qu'ils s'engageaient à rétablir l'indexation complète des pensions de vieillesse sur le coût de la vie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1985.

Qu'est-ce que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a dit à la Chambre il y a moins de six mois à propos de l'indexation? Si vous me le permettez, je voudrais citer un passage du *hansard* de la Chambre des communes du 21 décembre 1984, alors que le ministre avait déclaré:

Je peux confirmer que l'indexation normale de la sécurité de la vieillesse, du supplément du revenu garanti et des allocations familiales se fera le 1<sup>er</sup> janvier 1985...

Je me rends compte que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social n'a peut-être pas eu gain de cause au cabinet. Je sais que ceux qui s'acharnent à vouloir réduire le déficit ont convaincu le parti conservateur de voir à ce que cette réduction se fasse au détriment de ceux qui ont le moins les moyens de payer. J'aurais cru que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social aurait eu au moins le courage d'expliquer, d'une part, pourquoi le gouvernement demande aux personnes âgées de faire un tel sacrifice et, d'autre part, pourquoi le gouvernement est prêt à accorder une exemption d'impôt sur les gains en capital d'un demi-million de dollars aux 4 p. 100 de contribuables des tranches supérieures de revenu, qui ont les moyens d'en profiter.

Les faits sont clairs et nets. Ce budget n'est pas juste. C'est un budget qui donne aux riches. Il garantira qu'une famille de quatre personnes ayant un revenu de \$200,000 par année pendant la période d'application du budget paiera en réalité, si elle profite de l'exemption pour les gains en capital, \$2,352 de moins d'impôt en conséquence directe des mesures budgétaires qui pénalisent les personnes âgées. D'autre part, une famille de quatre personnes ayant un revenu de \$15,000 par année, ce qui n'est pas tout à fait le grand luxe à Hamilton, à Saint-Jean, Terre-Neuve, ou à Vancouver, paiera \$413 de plus d'impôt en conséquence directe de ces mesures budgétaires.

Je félicite les ministériels qui ont eu le courage de dire aux Canadiens ce qu'ils pensent des mesures proposées dans le budget Wilson-Mulroney et de la façon dont le gouvernement a complètement renié les promesses faites aux personnes âgées.

[Français]

Monsieur le Président, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) vient de parler des promesses. Il parle des promesses des anciens libéraux, mais ce qu'il a évité

de dire à la population canadienne, ce qu'il a évité de prononcer clairement, aujourd'hui, à la Chambre, c'est que, en même temps qu'il demande à nos personnes âgées les moins bien nanties de donner \$30 de leur poche pour ce budget, chaque mois, il donne plus de deux milliards de dollars à la compagnie multinationale d'huile, parce qu'ils ont rejeté l'option politique relative à l'énergie qui a été proposée par l'ancien parti ministériel, le parti libéral.

Le parti conservateur a vraiment démontré dans le budget la vraie couleur bleue au Canada, la couleur bleue qui démontre un sang froid envers ceux qui sont les moins bien nantis.

Franchement, monsieur le Président, j'ai honte du fait que les députés du parti progressiste conservateur ne se lèvent pas de leur place pour dire, pas seulement au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, mais aussi au ministre des Finances (M. Wilson) et au premier ministre (M. Mulroney) qui, lui-même, a fait plusieurs promesses, qui a promis plusieurs fois, ici à la Chambre, et à l'extérieur, de ne pas toucher d'aucune façon les pensions qui seront payées aux personnes les moins bien nanties au Canada, nos vieillards.

[Traduction]

J'ignore si une promesse signifie la même chose pour un conservateur que pour les autres Canadiens. Je pense que ce qui est en question ici, ce n'est pas seulement les difficultés financières et les ravages que vont connaître des centaines de milliers de Canadiens âgés apolitiques et de toutes obédiences politiques, mais c'est aussi la crédibilité du gouvernement et du premier ministre qui a promis aux Canadiens que l'universalité était un dépôt sacré, qu'il ne toucherait pas à l'indexation aux dépens des personnes âgées, qu'il ne réduirait pas le déficit aux dépens de ceux qui ont le moins les moyens de payer.

Nous constatons que les propres paroles du premier ministre n'étaient qu'une vaste fumisterie, qu'un simple subterfuge pour amener les Canadiens à voter pour un parti qui faisait semblant d'être ce qu'il n'était pas.

Ce budget, cette mesure, cette attaque dont sont victimes les personnes âgées sont parfaitement révélateurs du parti conservateur du Canada. Les conservateurs ont essayé de faire du néo-libéralisme pendant leur campagne. Ils ont essayé de dire aux Canadiens qu'ils allaient protéger les personnes âgées et créer des emplois pour les jeunes Canadiens au chômage. Mais, monsieur le Président, sitôt le pouvoir d'investissement du Canada tombé entre les griffes des conservateurs, les voilà qui font des cadeaux aux multinationales. Les voilà qui font des cadeaux à des fonds de pension qui vont investir à l'étranger.

Ma collègue, la députée de Trinity (M<sup>lle</sup> Nicholson), a posé aujourd'hui à la Chambre une question très profonde sur la philosophie des conservateurs. Elle a fait remarquer qu'en conséquence directe des changements du budget, le gouvernement autorisait maintenant les régimes privés de pension à investir quelque 30 milliards de dollars à l'étranger. Quand on a demandé à la ministre d'État aux Finances (M<sup>me</sup> McDougall) pourquoi elle autorisait cette fuite de 30 milliards de dollars à l'étranger, ce qui se traduit par des centaines et des centaines de milliers d'emplois au Canada, elle a répondu que: «les compagnies le lui avaient demandé parce qu'elles voulaient pouvoir investir là où elles obtenaient les meilleurs taux».